



MAIRIE  
DE

VIOLS-LE-FORT

34380

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE VIOLS LE FORT

<div>Date de la convocation 22/01/2026</div> <div>Nombre de Conseillers</div> <div>Exercice 15</div> <div>Présents 9</div> <div>Votants 9</div> <div>Secrétaire de séance : Laurent PARENTINI</div>	Séance du 26 janvier 2026			
	L'an deux mil vingt-six, le vingt-six janvier à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Viols-le-Fort, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Anne DURAND, Maire.			
	Membre	Présent	Absent	Pouvoir à
	Anne DURAND	X		
	Rodolphe THIRIEZ	X		
	Patrick MICHEL	X		
	Florence MALAVIALLE	X		
	Nicole RATAJCZAK	X		
	Nicole MATHE	X		
	Alain SANCHEZ		X	
	Florence FREY	X		
	Laurent PARENTINI	X		
	Brice HOULES	X		
	Delphine LEBOUCHER		X	
	Edith GARCIA		X	
	Alexandre SINTES		X	
Sébastien FOULQUIER		X		
Alissia LOURME-RUIZ		X		

### 2026005 - CCGPSL - CONVENTION POOL DES AGENTS MUTUALISÉS POLYVALENTS

Madame la Maire expose que la Communauté de Communes du grand Pic Saint-Loup a procédé au recrutement d'agents administratifs polyvalents afin d'assurer un bon fonctionnement des services et une continuité du service public. Afin de pérenniser ce service, la commune s'est engagée à employer cet agent au moins 12 jour par an (1 jour par mois) qui peut également être mis à disposition plus longtemps en cas e nécessité. Les conditions d'emploi de cet agent sont définies dans la convention jointe en annexe qui prend effet le 01/02/2026 pour se terminer le 31/01/2028.

Le cout unitaire journalier de cet agent est défini dans ladite convention : pour la commune il s'élève à 160 euros (TTC) soit 1920 euros pour un jour par mois sur une année.

La mise à disposition de cet agent et le calendrier seront définis ultérieurement.

**Son Maire entendu,**

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

- **APPROUVE** la « convention de mise à disposition de services entre la commune de Viols le Fort et la CCGPSL » joint en annexe ;
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2026 ;
- **AUTORISE** Madame la Maire à signer ladite convention et toutes les pièces se rapportant au dossier.

Mme la Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en Préfecture et de la publication sur le site internet de la commune le :

Pour extrait conforme

La Maire,

Anne DURAND



Accusé de réception en préfecture  
034-213403439-20260126-2026005-DE  
Date de télétransmission : 26/01/2026  
Date de réception préfecture : 28/01/2026

